

M. KENNEDY (Rivière-de-la-Paix): Cela ne fait aucune différence.

L'hon. M. RALSTON: Avec la permission de l'honorable député, il a dit que j'avais parlé des syndicats. Je ne crois pas qu'il puisse trouver, du premier au dernier mot de mon discours, un seul mot sur les syndicats.

M. KENNEDY (Rivière-de-la-Paix): Mais le commerce des céréales s'est servi du même raisonnement contre les syndicats, depuis l'existence du premier syndicat, en 1923. Que ce soit le premier ministre ou tout autre orateur qui ait employé cette expression, l'honorable député l'a citée aujourd'hui, et je présume qu'il l'a acceptée.

L'hon. M. RALSTON: Je n'accepte rien. J'ai fait simplement une citation, j'ai cité une déclaration du premier ministre sur la situation qu'il a constatée.

Le très hon. M. BENNETT: Elle n'a pas été citée en entier.

M. KENNEDY (Rivière-de-la-Paix): En somme on nous dit, directement ou indirectement, comme le fait depuis 1923 le commerce de céréales d'initiative privée, que si nous ne prenons pas bien garde nous aurons des démêlés avec nos clients de l'Europe. On laisse entendre que les cultivateurs de l'ouest du Canada ont bien saisi à la gorge les nations européennes, et que c'est la raison pour laquelle la demande de blé canadien n'y est pas aussi forte qu'elle devrait l'être. Or, si je comprends bien, et je vais citer des autorités à l'appui, c'est le contraire qui est vrai. La situation européenne de l'heure, pour des raisons de tarifs et d'autres, résulte de tout autres conditions. La situation, telle qu'elle se pose depuis 1925, vient de la crainte d'une inondation de blé inférieur, et non de la tentative de l'ouest du Canada ou d'autres pays exportateurs de prendre à la gorge les nations qui avaient besoin de leurs produits. Voici une déclaration de sir Arthur Salter. Je ne la lirai pas en entier, mais dans un discours qu'il a prononcé en Angleterre et qu'ont reproduit *The World Economic Crisis* et *The Way of Escape*, il a dit que s'il n'y avait pas eu de crise économique générale, il y aurait eu sans aucun doute une crise économique agricole, à cause de l'introduction de la machine dans la production des céréales. Il ajoutait que s'il fallait s'attendre à une demande illimitée des produits en général—celui qui a une voiture peut se servir d'une auto et d'un radio—cette augmentation de la demande ne saurait se manifester pour les produits alimentaires, car quelle que soit la prospérité nouvelle, les estomacs n'en deviennent pas plus grands et la quantité de nourriture reste la même. Le

[M. Ralston.]

seul moyen d'augmenter la demande d'aliments est de multiplier les bouches. En fait, il signale qu'à mesure que la prospérité augmente on tend à manger moins de pain et plus d'aliments dispendieux. Cet argument se trouve aux pages 26 et 27 du livre que j'ai mentionné.

Un autre auteur, M. G. D. H. Cole, qui a écrit un ouvrage en 1933 sur la situation agricole des pays d'Europe, dit ce qui suit (page 437):

Naturellement, en plus du facteur compliqué des dettes extérieures, qui a été d'une importance primordiale, surtout dans le cas de l'Allemagne, les pays qui ont le plus vivement souffert du marasme mondial ont été ceux qui, pour payer leurs importations, doivent avoir recours à la vente de produits agricoles et de matières brutes, dont la valeur a fléchi très rapidement. De toutes les denrées, celle qui affecte le plus grand nombre de pays est le blé; et c'est sur le blé plus que sur toute autre catégorie de marchandises que l'attention s'est concentrée pour chercher à rétablir la position de certains des pays atteints de l'est de l'Europe.

Puis, à la page 440:

Dans ces conditions les pays qui exportent surtout du blé ont énergiquement cherché à obtenir des droits de faveur pour leurs excédents sur les marchés de l'Europe. Naturellement ces pays ne se contentent pas d'avoir un débouché pour leurs exportations de blé, mais ils veulent un marché accordant un prix de beaucoup supérieur au prix mondial général. Car ce prix, établi en partie par des conditions plus favorables dans la production des pays du nouveau monde, et surtout, ces dernières années, par les excédents considérables de blé invendu qui menacent continuellement le marché et réagissent en permanence sur les prix courants, est de beaucoup trop bas pour permettre aux paysans cultivateurs des pays producteurs de l'Europe de se donner des conditions de vie tolérables, surtout quand on songe au lourd fardeau des dettes qui les écrasent.

Le premier passage traitait de la situation internationale, et ce dernier, de la condition des paysans. A la page 422 l'auteur ajoute:

Cette situation n'a absolument rien de surprenant quand on songe qu'en juillet 1931, quand le blé valait tout au plus 12 francs-or le quintal, les droits imposés par l'Allemagne sur les importations étaient déjà de près de 31 francs-or le quintal. En effet, dans ces pays où la production de blé est importante sans toutefois suffire à toute la demande, on oblige les consommateurs domestiques, pour assister les cultivateurs menacés de ruine, à payer des prix excessifs sur les articles absolument nécessaires à l'existence.

Si nous désirons avoir une meilleure autorité peut-être que l'une ou l'autre de celles-là, consultons la publication de la Société des Nations sur le protectionnisme agricole, 1935, émanant de Genève. En peu de mots, voici toute l'histoire. La guerre terminée, après